



---

**ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG – ILE-DE-FRANCE**

LEAPARK – Bâtiment B  
122-130, rue Marcel Hartmann  
94200 Ivry-sur-Seine

**PRESTATIONS DE FORMATION MANAGERIALE,  
D'ATELIERS DE PARTAGE DE PRATIQUES  
ET DE COACHING D'ACCOMPAGNEMENT**

**Consultation n° 2019EFSIDFR480**

**Procédure adaptée**

Articles L. 2123-1, R. 2123-1, 3° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la commande publique

**Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**

**Marché public de services**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>	
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>6</b>	
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>	
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>	
<b>3.2. Allotissement</b>	<b>6</b>	
<b>3.3. Forme</b>	<b>6</b>	
<b>3.4. Durée</b>	<b>6</b>	
<b>3.5. Langue d'exécution</b>	<b>6</b>	
3.5.1. Principe		6
3.5.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat		7
3.5.3. Défaut de recours à un interprète		7
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>7</b>	
<b>5. EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>7</b>	
<b>5.1. Bons de commande</b>	<b>7</b>	
5.1.1. Emission et contenu		8
5.1.2. Délais		8
<b>5.2. Marchés subséquents</b>	<b>8</b>	
<b>5.3. Lieux d'exécution</b>	<b>8</b>	
<b>5.4. Obligations en matière de traitement des données à caractère personnel</b>	<b>8</b>	
5.4.1. Obligations du Titulaire		8
5.4.2. Obligations de l'EFS, responsable de traitement, à l'égard du Titulaire		11
<b>5.5. Propriété intellectuelle</b>	<b>11</b>	
5.5.1. Droits d'auteur		12
5.5.2. Détail des droits patrimoniaux cédés		12
5.5.3. Type d'exploitation prévu		12
5.5.4. Lieu et durée de la cession		12
5.5.5. Garanties		12
5.5.6. Effets vis-à-vis des tiers		13
5.5.7. Effets à la fin du Marché		13
<b>5.6. Vérification et admission des services</b>	<b>13</b>	

<b>5.7. Pénalités</b>	<b>13</b>
5.7.1. Pénalité de retard	13
5.7.2. Pénalités pour mauvaise exécution	14
5.7.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	14
5.7.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	14
<b>5.8. Sous-traitance</b>	<b>14</b>
5.8.1. Sous-traitance au sens de la <a href="#">loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance</a>	15
5.8.2. Sous-traitance au sens de la loi informatique et libertés	16
<b>6. EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES</b>	<b>16</b>
<b>6.1. Evolutions administratives</b>	<b>16</b>
<b>6.2. Evolutions technologiques</b>	<b>16</b>
<b>6.3. Modifications du marché public par voie de clauses de réexamen</b>	<b>17</b>
6.3.1. Augmentation ou diminution de la durée d'une session	17
6.3.2. Intégration d'une nouvelle formation ou d'un nouvel atelier	17
<b>6.4. Modifications du marché public par voie d'avenants (articles <a href="#">L. 2194-1</a>, <a href="#">L. 2194-2</a> et <a href="#">R. 2194-1</a> et suivants du Code de la commande publique)</b>	<b>17</b>
6.4.1. Modifications relatives au Titulaire	17
<b>6.5. Marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires (<a href="#">article R. 2122-7 du Code de la commande publique</a>)</b>	<b>18</b>
<b>7. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>18</b>
<b>8. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>18</b>
<b>8.1. Contenu des prix</b>	<b>19</b>
<b>8.2. Forme et contenu des prix</b>	<b>19</b>
<b>8.3. Révision des prix</b>	<b>19</b>
<b>8.4. Avance</b>	<b>19</b>
<b>8.5. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>20</b>
8.5.1. Facturation	20
8.5.2. Délai de paiement	21
8.5.3. Suspension du délai global de paiement	21

8.5.4.	Intérêts moratoires	21
8.5.5.	Nantissement et cession de créance	22
8.5.6.	Renseignement d'ordre comptable	22
<b>9.</b>	<b>SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>22</b>
<b>9.1.</b>	<b>Confidentialité</b>	<b>22</b>
9.1.1.	Obligations du Titulaire	22
9.1.2.	Dispositions en cas de non-respect des obligations	23
<b>9.2.</b>	<b>Protection des données personnelles</b>	<b>23</b>
<b>10.</b>	<b>RESPONSABILITE – ASSURANCES</b>	<b>24</b>
<b>11.</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>24</b>
11.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	24
11.2.	Résiliation aux torts du Titulaire	24
<b>12.</b>	<b>LITIGES</b>	<b>25</b>
<b>13.</b>	<b>PIECES A TRANSMETTRE EN APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL</b>	<b>25</b>
13.1.	Titulaire établi en France	25
13.2.	Titulaire établi à l'étranger	25
<b>14.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	<b>25</b>

## 1. DEFINITIONS

**EFS** : Etablissement français du sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize ETS, dix en métropole et trois en outre-mer

**ETS** : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**EFS-IDF** : l'ETS d'Ile-de-France

**RPA** : le représentant du pouvoir adjudicateur, l'EFS, lequel est, par délégation du Président de l'EFS, le Directeur de l'EFS-IDF ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Comptable assignataire** : l'Agent comptable secondaire de l'EFS-IDF

**Titulaire** : le soumissionnaire auquel l'EFS-IDF aura notifié le Marché

**Marché (ou Accord-cadre)** : le présent marché public, accord-cadre sur la base duquel seront émis des bons de commande, constitué des pièces contractuelles énumérées à l'article 4 du CCAP

**Bons de commande** : les commandes passées sur le fondement de l'Accord-cadre

**AE** : l'acte d'engagement

**BPU** : le bordereau de prix unitaires

**DQE** : le détail quantitatif estimatif

**CCAP** : le présent cahier des clauses administratives particulières

**CCTP** : le cahier des clauses techniques particulières

**CCAG-FCS** : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](#), dans sa version en vigueur à la date de publication de l'avis de marché

**Prestations** : les prestations (services) objets du Marché définies au CCTP

**Sous-traitant (au sens de la réglementation de la commande publique)** : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l'EFS-IDF

**RGPD** : le [règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE](#) (règlement général sur la protection des données)

**Donnée à caractère personnel (ou Donnée personnelle)** : toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement

**Responsable de traitement (de données personnelles)** : celui qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement, dans le cadre du Marché l'EFS

**Sous-traitant (au sens du RGPD)** : une personne physique ou morale, dans le cadre du Marché le Titulaire, qui traite des données pour le compte, sur instruction et sous l'autorité d'un responsable de traitement, dans le cadre du Marché l'EFS

**Traitement (de données personnelles)** : toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé (collecte, conservation, modification, extraction, consultation, rapprochement ou interconnexion, effacement ou destruction...)

**e-Attestations** : la [plateforme e-Attestations](#), plateforme de dématérialisation utilisée par l'EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l'utilisation de la plateforme est gratuite

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le Marché a pour objet la réalisation de prestations de formation en management, de coachings et d'accompagnement à la fonction d'encadrement et de certains métiers en émergence au sein de l'EFS.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

### 3.1. Procédure de passation

Le Marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles [L. 2124-2](#), [R. 2124-1](#), [R. 2124-2, 3°](#) et [R. 2161-2 à R. 2161-5](#) du Code de la commande publique.

### 3.2. Allotissement

La procédure n'est pas allotie.

### 3.3. Forme

Le Marché est un accord-cadre (articles [R. 2162-1](#) et suivants du Code de la commande publique).

Il fixe toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au fur et à mesure de l'émission de Bons de commande et est mono-attributaire.

Il est conclu sans montant minimum de commandes et sans montant maximum de commandes en unités ou en valeurs.

### 3.4. Durée

Le Marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification.

A l'issue de cette première période contractuelle de 24 mois, le Marché est reconductible tacitement 1 fois pour une nouvelle période de 24 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

L'EFS-IDF a la faculté de mettre fin au Marché à la fin de la première période d'exécution. Cette décision sera alors notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 3 mois avant la date anniversaire du Marché, soit sa date de notification.

Le Titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du Marché, soit 48 mois maximum.

### 3.5. Langue d'exécution

#### 3.5.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le Marché est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du Marché sont accompagnés d'une traduction en français.

### 3.5.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'[article R. 4511-5 du Code du travail](#), faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant, d'une part, la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et, d'autre part, la bonne exécution des Prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du Marché, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable de l'EFS-IDF, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

### 3.5.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, l'EFS-IDF désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent du CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du Marché peut être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du [CCAG-FCS](#), le Marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'AE et ses éventuelles annexes ;
- Le BPU (DQE non inclus) ;
- Le CCAP ;
- Le CCTP ;
- Le [CCAG-FCS](#) dans sa version en vigueur à la date de publication de l'avis de marché ;
- La proposition technique du Titulaire comprenant le cadre de réponse technique, complété le cas échéant par le mémoire technique.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du [CCAG-FCS](#), seuls seront notifiés au Titulaire les pièces suivantes :

- L'AE et ses éventuelles annexes ;
- Le BPU.

Hormis le [CCAG-FCS](#), l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l'EFS-IDF, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le [CCAG-FCS](#) applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du CCAP, du CCTP ou du [CCAG-FCS](#) est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition technique puis durant l'exécution du Marché n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du Marché désignées au présent article.

## 5. EXECUTION DU MARCHE

### 5.1. Bons de commande

#### 5.1.1. Emission et contenu

L'Accord-cadre s'exécute par l'émission de Bons de commande établis par l'EFS-IDF et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les Bons de commande indiquent notamment :

- Le numéro du Marché ;
- Les libellés et quantités ;
- Les prix unitaires contractuels HT ;
- Le montant total HT et le montant total TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- La date d'exécution prévue ;
- Le cas échéant, les conditions particulières d'exécution.

#### 5.1.2. Délais

Les Bons de commande peuvent être émis à tout moment durant la durée de validité de l'Accord-cadre, soit de sa notification à sa date d'échéance. Le Titulaire est tenu d'exécuter les Bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance de l'Accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance de l'Accord-cadre.

Les délais d'exécution des Bons de commande sont fixés conformément aux engagements contractuels et sont impératifs.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du [CCAG-FCS](#), s'il est impossible pour le Titulaire de respecter les délais d'exécution d'un Bon de commande du fait de l'EFS-IDF ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire en avertit l'EFS-IDF dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui confirme par écrit, de manière détaillée et vérifiable, la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### 5.2. Marchés subséquents

Le Marché ne prévoit pas la passation de marchés subséquents.

### 5.3. Lieux d'exécution

Les Prestations se déroulent dans les locaux mis à disposition par le Titulaire.

### 5.4. Obligations en matière de traitement des données à caractère personnel

#### 5.4.1. Obligations du Titulaire

##### 5.4.1.1. *Respect des finalités du traitement et des instructions indiquées dans le CCAP*

Le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance et à traiter les données conformément aux instructions données par l'EFS-IDF et indiquées à l'article 9.2 du CCAP.



Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du [RGPD](#) ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'EFS-IDF par tous moyens permettant d'assurer une réception certaine.

Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale en vertu du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit en informer l'EFS-IDF par tous moyens permettant d'assurer une réception certaine avant le transfert, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### *5.4.1.2. Confidentialité des données personnelles*

Le Titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Marché.

A cette fin, le Titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Prestations objets du Marché, et à la condition que l'EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché.

Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Marché :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

#### *5.4.1.3. Protection des données dès la conception et protection des données par défaut*

Le Titulaire prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut (en garantissant que seules les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue du traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès).

#### *5.4.1.4. Droit d'information des personnes concernées*

Il appartient à l'EFS-IDF de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### *5.4.1.5. Exercice des droits des personnes*

Le Titulaire assiste l'EFS-IDF sur toute demande circonstanciée pour s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire adresse ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse [idf.protection.des.donnees@efs.sante.fr](mailto:idf.protection.des.donnees@efs.sante.fr).

#### *5.4.1.6. Notification des violations de données à caractère personnel*

Le Titulaire notifie à l'EFS toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être adressée par courrier électronique aux adresses [efs.dpo@efs.sante.fr](mailto:efs.dpo@efs.sante.fr) et [efs-ssi@efs.sante.fr](mailto:efs-ssi@efs.sante.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'EFS, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

#### *5.4.1.7. Assistance du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations*

Le Titulaire assiste l'EFS pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et lui fournit toute information nécessaire au respect des obligations qui lui incombent au titre du [RGPD](#).

Le Titulaire assiste l'EFS pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### *5.4.1.8. Mesures de sécurité*

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes et toute autre mesure rendue nécessaire à l'issue de l'éventuelle l'analyse d'impact relative à la protection des données réalisée par l'EFS, responsable de traitement :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données et des échanges à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Si les données sont échangées par le biais d'un site internet, à garantir que le site internet est sécurisé ;
- Si les données sont échangées par le biais de mails ou d'envoi de fichiers, à proposer à l'EFS-IDF un outil de chiffrement permettant de sécuriser les échanges.

#### **5.4.1.9. Sort des données**

Au terme des Prestations relatives au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Le Titulaire doit justifier cette destruction par écrit et selon toute modalité permettant d'accuser réception à date certaine.

#### **5.4.1.10. Délégué à la protection des données**

Si, en application de l'article 37 du [RGPD](#), le Titulaire a désigné un délégué à la protection des données, il en communique le nom et les coordonnées à l'EFS-IDF.

#### **5.4.1.11. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'EFS-IDF comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'EFS-IDF, des éventuels sous-traitants de rang ultérieur et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'EFS-IDF ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles définies à l'article 5.4.1.8 du CCAP.

#### **5.4.1.12. Documentation**

Le Titulaire met à la disposition de l'EFS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'EFS ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

### **5.4.2. Obligations de l'EFS, responsable de traitement, à l'égard du Titulaire**

L'EFS s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article 9.2 du CCAP ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

## **5.5. Propriété intellectuelle**

En matière de propriété intellectuelle, le régime applicable aux supports de formation remis à l'EFS dans le cadre du Marché est décrit ci-après.

#### 5.5.1. Droits d'auteur

Le Titulaire se charge de toutes les éventuelles autorisations et formalités d'obtention des droits auprès des auteurs et des tiers qui participeraient à l'élaboration des supports de formation.

Il s'assure le cas échéant du reversement de leurs droits aux auteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de perception et de répartition des droits d'auteurs et de l'acquittement des taxes auprès des organismes compétents.

En contrepartie du paiement du prix de l'ingénierie de formation, le Titulaire cède à l'EFS les droits de reproduction ci-après définis attachés aux supports de formation.

#### 5.5.2. Détail des droits patrimoniaux cédés

##### 5.5.2.1. Droit de reproduction

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public, et notamment :

- Le droit de reproduire ou d'enregistrer par copie, gravure, imprimerie, dessin, photographie, enregistrement mécanique, électrique, magnétique, numérique, cinématographique ou vidéographique sur tous supports tels que supports papier, carton, plastique, pellicules photographiques, films, diapositives, en couleur ou en noir et blanc, vidéodisques, CD-Rom, CDI, CD-Photo, DVD, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, microcartes, microfiches ou microfilms par voie analogique ou numérique et selon tous procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à l'EFS ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles ou copies, en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

#### 5.5.3. Type d'exploitation prévu

Les droits patrimoniaux cédés peuvent faire l'objet d'une exploitation directe, à titre non commercial, destinée à l'usage strictement interne de l'EFS.

#### 5.5.4. Lieu et durée de la cession

La présente cession prend effet à la remise des supports de formation à l'EFS-IDF et est consentie pour la France et pour toute la durée de la protection actuellement accordée ou qui sera accordée aux droits de propriété intellectuelle, y compris les prolongations dans l'avenir, par les lois et règlements français.

#### 5.5.5. Garanties

Le Titulaire garantit à l'EFS être seul titulaire des droits de propriété intellectuelle cédés au titre du Marché et garantit en conséquence à l'EFS le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le Titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, rédacteurs et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités. En tout état de cause, le Titulaire prémunit l'EFS contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et au droit à l'image et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit à l'image et/ou de droit de propriété intellectuelle est intentée à l'encontre de l'EFS, le Titulaire paie les frais et les dépenses et verse les dommages et intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'EFS au cours d'une telle action.

Le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'EFS ne soit pas troublé dans l'usage des supports de formation.

#### **5.5.6. Effets vis-à-vis des tiers**

Dans le cas de sous-traitants, le Titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

#### **5.5.7. Effets à la fin du Marché**

L'EFS et le Titulaire déclarent expressément que les dispositions du présent article 5.5 du CCAP demeurent en vigueur après la cessation du Marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du Marché, qu'il y ait ou non faute du Titulaire.

### **5.6. Vérification et admission des services**

Sous réserve des stipulations du CCAP, les opérations de vérification et d'admission des services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 22 à 25 du [CCAG-FCS](#).

### **5.7. Pénalités**

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Prestations non effectuées.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du [CCAG-FCS](#), les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont facturées au Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du [CCAG-FCS](#), aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par ailleurs, si les Prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du Marché, une réfaction de prix pourra être appliquée par l'EFS-IDF si celui-ci le décide. Cette réfaction sera calculée sur la base des prix du Marché, au prorata des Prestations mal effectuées.

En cas de résiliation du Marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### **5.7.1. Pénalité de retard**

La pénalité est calculée par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le Marché.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l'EFS-IDF.

La pénalité de retard applicable est indiquée ci-après.

Pièces contractuelles de référence	Cause de la pénalité	Montant unitaire de la pénalité en euros HT
CCTP Proposition technique	Retard de transmission de tout document spécifié à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché	5 € par jour ouvré de retard

Le montant des pénalités pour retard indiquées ci-dessus sont fixées par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du [CCAG-FCS](#).

#### 5.7.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des Prestations, l'EFS-IDF peut lui appliquer une pénalité de 70 euros HT par manquement constaté. Est notamment susceptible de faire l'objet de cette pénalité la réalisation d'une session de formation par un formateur remplaçant le formateur prévu dans la proposition technique et ne disposant pas de ses équivalences de niveaux de certifications, d'accréditations, de qualifications et d'expériences.

#### 5.7.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l'EFS-IDF, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

#### 5.7.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles [L. 8221-3](#) à [L. 8221-5](#) du Code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise.

Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant des Bons de commande qui lui ont été notifiés dans le cadre de l'Accord-cadre, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des [articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail](#), que l'EFS-IDF peut appliquer dans les conditions suivantes :

- Si l'EFS-IDF est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoint de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Si, dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'EFS-IDF en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité indiquée ci-dessus.

S'il n'applique pas la pénalité, l'EFS-IDF peut résilier le Marché, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

### 5.8. Sous-traitance



#### 5.8.1. Sous-traitance au sens de la [loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance](#)

En application des [articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique](#), il est rappelé que tout Sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du Marché être déclaré à l'EFS-IDF afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir à l'EFS-IDF les pièces suivantes :

- Une [déclaration de sous-traitance](#) (DC4) intégralement complétée ou, à défaut, une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, datée et signée par une personne compétente à cet effet, comportant les informations suivantes :
  - La nature et la part des prestations sous-traitées ;
  - Les montants maximum HT et TTC des sommes à payer directement au sous-traitant ;
  - Les conditions de paiement et modalités de variation de prix prévues par le contrat ou projet de contrat de sous-traitance ;
  - Un engagement écrit du sous-traitant ou le contrat de sous-traitance ;
  - Les nom, prénom et qualité de la personne compétente du sous-traitant pour engager l'opérateur pour le compte duquel il agit ;
  - Les raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et, le cas échéant, numéro d'immatriculation au registre du commerce ou numéro SIREN du sous-traitant, sinon son numéro de TVA intracommunautaire ;
  - Les coordonnées bancaires ou postales du sous-traitant si celui-ci satisfait aux conditions ouvrant droit à son paiement direct telles que mentionnées à l'[article R. 2193-10 du Code de la commande publique](#) ;
  - Une déclaration sur l'honneur à n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et [L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du Code de la commande publique, à être en règle au regard des articles [L. 5212-1 à L. 5212-11](#) du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Si le Sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ;
- Les pièces relatives aux capacités économiques et financières et aux capacités techniques et professionnelles du Sous-traitant identiques aux pièces demandées aux candidats lors de la passation de l'appel d'offres (points 4 à 6 de l'article 7.1.1 du RC) ;
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'[article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale](#) du Sous-traitant, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- L'extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) du Sous-traitant datant de moins de 3 mois ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales du Sous-traitant ont été satisfaites (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés), datant de moins de 6 mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'[article L. 5221-2 du Code de travail](#) qu'emploie le Sous-traitant ; cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Si le Sous-traitant emploie au moins 20 salariés, le certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ;
- Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le Sous-traitant.

### 5.8.2. Sous-traitance au sens de la loi informatique et libertés

L'EFS, responsable de traitement de données à caractère personnel, dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

En cas de sous-traitance de second rang, le Titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'EFS, responsable de traitement.

Le Sous-traitant de second rang est tenu de respecter les obligations du Marché pour le compte et selon les instructions de l'EFS. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le Sous-traitant de second rang présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le Sous-traitant de second rang ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'EFS de l'exécution, par le Sous-traitant de second rang, de ses obligations.

## 6. EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES

### 6.1. Evolutions administratives

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'EFS-IDF par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Le simple changement de dénomination sociale n'implique pas la conclusion d'un avenant de transfert du Marché.

Au cours de l'exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l'EFS-IDF de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L'EFS-IDF prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Prestation considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### 6.2. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai l'EFS-IDF de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Prestations.

Sur la base des informations transmises, l'EFS-IDF décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, l'EFS-IDF peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Prestations nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de l'EFS-IDF.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles fournitures, toute évolution technologique acceptée par l'EFS-IDF, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du Marché.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou toute introduction de nouvelles Prestations dans le cadre du Marché donnent lieu à la conclusion d'un avenant.



Toute modification acceptée par l'EFS-IDF donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à l'EFS-IDF.

### **6.3. Modifications du marché public par voie de clauses de réexamen**

En application de l'[article R. 2194-1 du Code de la commande publique](#), le Marché comporte les clauses de réexamen indiquées ci-après. La mise en œuvre de ces clauses n'entraîne pas la conclusion d'avenants. Cette mise en œuvre est formalisée par la signature par des représentants habilités du Titulaire et de l'EFS-IDF du BPU mis à jour auquel est joint le CCTP modifié.

Les modifications du Marché sont entérinées par l'envoi au Titulaire par mail du service des achats et des affaires juridiques de l'EFS-IDF du BPU mis à jour.

#### **6.3.1. Augmentation ou diminution de la durée d'une session**

Une formation, un atelier ou le coaching individuel peut voir la durée de sa session ou du coaching être augmentée ou diminuée. Dans ce cas, le nouveau prix de la session ou du coaching correspond au prorata du prix initial au jour de la session ou de la séance de coaching. A titre d'exemple, une session de 2 jours dont le prix unitaire est de 500 euros verrait son prix unitaire porté à 750 euros si elle devenait de 3 jours.

#### **6.3.2. Intégration d'une nouvelle formation ou d'un nouvel atelier**

Une formation ou un atelier non prévu initialement au Marché, mais s'intégrant dans son objet, peut être intégré au Marché durant son exécution.

Dans le cas d'une nouvelle formation, le prix au jour de la session (duquel découle le prix unitaire de la session) est convenu entre l'EFS-IDF et le Titulaire dans une fourchette comprise à +/- 15 % du prix unitaire au jour de la session de formation à l'entretien annuel d'évaluation.

Dans le cas d'un nouvel atelier, de partage ou de co-développement, le prix au jour de l'atelier (duquel découle le prix unitaire de la session) est convenu entre l'EFS-IDF et le Titulaire dans une fourchette comprise entre le prix au jour de l'atelier le moins cher au jour et le prix au jour de l'atelier le plus cher au jour.

### **6.4. Modifications du marché public par voie d'avenants (articles [L. 2194-1](#), [L. 2194-2](#) et [R. 2194-1](#) et suivants du Code de la commande publique)**

#### **6.4.1. Modifications relatives au Titulaire**

Le Marché ne peut en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, que ce soit à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'EFS-IDF. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'EFS-IDF.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'EFS-IDF dans les plus brefs délais. Doit alors être transmis à l'EFS-IDF l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant l'opérateur économique à qui le Marché est cédé :

- Une copie de l'acte relatif à l'opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent (concerne également le Titulaire cédant) ;
- Une copie de l'annonce légale relative à l'acte précité (concerne également le Titulaire cédant) ;

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'[article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale](#), émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'[article L. 5221-2 du Code de travail](#) qu'emploie le candidat ; cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Si le cessionnaire emploie au moins 20 salariés, le certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ;
- Une attestation d'assurance concernant la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'opérateur économique ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager l'opérateur économique ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois et faisant apparaître l'opération de restructuration causant le transfert du Marché ;
- Une déclaration sur l'honneur à n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et [L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du Code de la commande publique, à être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les pièces relatives aux capacités économiques et financières et aux capacités techniques et professionnelles identiques aux pièces demandées aux candidats lors de la passation de l'appel d'offres (points 4 à 6 de l'article 7.1.1 du RC).

La cession du Marché acceptée par l'EFS-IDF fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l'EFS-IDF, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

#### **6.5. Marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires ([article R. 2122-7 du Code de la commande publique](#))**

L'EFS-IDF se réserve la possibilité de passer avec le Titulaire des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles du Marché.

### **7. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

Par dérogation à l'article 36 du [CCAG-FCS](#), en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, l'EFS-IDF se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, sans qu'il soit besoin de mettre celui-ci autrement en demeure et sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Si l'EFS-IDF entend recourir à la résiliation aux torts du Titulaire, les conditions prévues à l'article 11.2 du CCAP trouveront à s'appliquer, notamment concernant l'éventuelle mise en demeure préalable.

### **8. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ**

### 8.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations (y compris les éventuels coûts de location des salles de formation), les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de l'exécution des services.

### 8.2. Forme et contenu des prix

Le Marché est conclu à prix unitaires basés sur le BPU.

Les prix des formations, des coachings et des ateliers sont des prix à la session ou au coaching. Les prix ne s'entendent ni au jour, ni à la séance.

### 8.3. Révision des prix

Les prix sont révisables à compter de la deuxième année d'exécution du Marché, à l'exclusion du prix de l'ingénierie et du prix d'un repas, lesquels sont fermes. Les prix sont alors révisés à la date anniversaire du Marché, soit sa date de notification.

La formule de révision de prix est décrite ci-après.

$$P_1 = P_0 [0,125 + 0,875 (S_1 / S_0)]$$

- $P_1$  = prix révisé
- $P_0$  = prix de référence, lequel est le prix initial du Marché
- $S_1$  = dernier indice mensuel connu lors de la demande de révision de prix
- $S_0$  = indice mensuel en vigueur à la date de notification du Marché

L'indice utilisé, provenant de l'INSEE, est le suivant : [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien \(NAF rév. 2 section N\) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565196](#).

Sous peine de forclusion, la demande de révision du prix est transmise par le Titulaire au service des achats et des affaires juridiques de l'EFS-IDF au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du Marché.

Le Titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

### 8.4. Avance

Une avance égale à 5 % du montant TTC du Bon de commande est versée au Titulaire, sauf si celui-ci y a renoncé expressément dans l'AE.

Conformément à l'[article R. 2191-7 du Code de la commande publique](#), l'avance est égale à 10 % dans les cas suivants :

- Le Titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises](#) ;
- Le Titulaire est un artisan au sens de [l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce de l'artisanat](#).

L'avance est calculée selon les modalités prévues aux articles [R. 2191-11](#) et suivants du Code de la commande publique et est versée si les conditions prévues à ces articles sont réunies. L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi du Bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément à l'[article R. 2191-11 du Code de la commande publique](#).

## **8.5. Modalités de facturation et de règlement**

### **8.5.1. Facturation**

#### **8.5.1.1. Contenu**

La demande de paiement correspond aux Prestations effectuées au cours du mois écoulé.

Les factures sont libellées au nom de l'Etablissement français du sang – Ile-de-France. Elles indiquent, outre les mentions légales, les sommes auxquelles le Titulaire prétend du fait de l'exécution des Prestations et tous les éléments de détermination de ces sommes. Elles comprennent notamment :

- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro du Marché ;
- Le numéro du Bon de commande ;
- La quantité et la désignation des Prestations effectuées ;
- Le montant hors TVA des Prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant total TTC ;
- La date de facturation.

La demande de paiement est adressée après l'exécution des Prestations réalisées au cours du mois écoulé. Lorsqu'une même session ou un même coaching s'exécute sur plusieurs mois, le Titulaire facture l'EFS-IDF au prorata du contenu de la session ou du coaching exécuté au cours du mois écoulé (ex : pour un atelier dont la session dure 2 jours – 1 jour en mars et un jour en septembre –, le Titulaire facture pour le mois de mars ½ session).

#### **8.5.1.2. Mode de transmission**

Le Code de la commande publique impose la dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique. Depuis le 01/01/2020, cette obligation concerne l'ensemble des entreprises.

Les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat, laquelle est CHORUS

PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l'EFS-IDF, sont adressés à l'EFS-IDF par l'utilisation de son numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et d'accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro du Marché seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- « Facture rejetée », en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l'EFS.

#### 8.5.2. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'EFS-IDF.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de l'exécution des services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de l'exécution des services.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au CCAG-FCS, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS-IDF se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 8.5.3. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'EFS-IDF de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications court un nouveau délai de 60 jours.

#### 8.5.4. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du Marché.

#### 8.5.5. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux dispositions des articles [R. 2191-45](#) et suivants du Code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du [CCAG-FCS](#), seules seront notifiés au Titulaire la copie de l'AE et la copie du BPU.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du [CCAG-FCS](#), l'EFS-IDF délivre uniquement l'exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### 8.5.6. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de l'EFS-IDF, désigné dans l'AE.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés aux articles [R. 2191-45](#) et suivants du Code de la commande publique est le RPA.

### 9. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

#### 9.1. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS-IDF au Titulaire restent la propriété de l'EFS-IDF.

Tant pendant la durée du Marché qu'après son expiration, toutes les informations et tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel ([article 226-13 du Code pénal](#)). Il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du Marché.

Au terme du Marché, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents et informations mis à disposition par l'EFS-IDF.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#), le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

##### 9.1.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des Prestations et à la condition que l'EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché ;



- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
- Au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du Marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS-IDF se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l'accord préalable de l'EFS-IDF.

#### 9.1.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des [articles 226-17 et 226-22 du Code pénal](#).

L'EFS-IDF peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### 9.2. Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du Marché, l'EFS-IDF et le Titulaire s'engagent à respecter le droit en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le présent article définit les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'EFS-IDF les opérations de traitement de données personnelles définies ci-après.

L'EFS-IDF entend confier au Titulaire, pour son compte et sous sa responsabilité, le Traitement de données personnelles dont il est responsable.

Le Titulaire s'engage à disposer, pour l'EFS-IDF, des garanties suffisantes concernant la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement dont il a la responsabilité réponde aux exigences du [RGPD](#).

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'EFS-IDF les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service de prestations de formation managériale, d'ateliers de partage de pratiques et de coaching d'accompagnement.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'établissement de feuilles d'émargement des sessions, l'établissement des attestations individuelles de participation aux formations, aux ateliers et aux coachings et la réalisation d'une synthèse des évaluations des impacts de la formation.

Les finalités du traitement sont de permettre d'attester la présence aux sessions des personnels qui y ont été inscrits, de remettre aux participants une attestation individuelle de participation et de mesurer l'impact de la formation auprès des participants.

Les données à caractère personnel traitées sont les prénoms, les noms et les adresses mails professionnelles.

Les catégories de personnes concernées sont les salariés de l'EFS-IDF participant aux sessions de formation prévues dans le cadre du Marché.

Pour l'exécution des Prestations, l'EFS-IDF met à la disposition du Titulaire les informations nécessaires à celles-ci, à savoir les données à caractère personnel traitées ci-avant listées.

## 10. RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants de l'EFS du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les éventuels sous-traitants désignés au Marché devront justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du Marché.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS-IDF au Titulaire.

## 11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC

### 11.1.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 33 du [CCAG-FCS](#), dans la mesure où le Marché ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public portant sur des prestations identiques ou incluant l'objet du Marché pour répondre aux besoins de l'ensemble des ETS constituerait un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du Marché sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du Marché, y compris dans le cas où le Titulaire n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### 11.2.

#### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS-IDF peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l'article 32 du [CCAG-FCS](#), pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS-IDF, y compris par application de l'article 7 du CCAP ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l'article 9.1 du CCAP ;
- Non-rectification d'un des motifs d'irrégularité décrit aux articles [L. 8221-3](#) à [L. 8221-5](#) du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l'EFS-IDF au Titulaire ;
- Non-fourniture ou non-rectification d'une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l'EFS-IDF au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l'article 13 du CCAP.

En ce qui concerne les deux premiers points indiqués ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 32.2 du [CCAG-FCS](#), la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le Titulaire



défaillant ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations écrites dans un délai fixé à 7 jours et que cette mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

## 12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre aux juridictions administratives françaises compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## 13. PIECES A TRANSMETTRE EN APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL

En application des obligations imposées par les articles [L. 8222-1](#) et [R. 8222-1](#) du Code du travail, le Titulaire transmet à l'EFS-IDF tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du Marché les pièces administratives mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### 13.1.

#### Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France transmet les pièces suivantes :

- Un justificatif d'immatriculation au répertoire des métiers, au registre des entreprises ou au registre du commerce et des sociétés ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales ; cette attestation est délivrée sur le site internet de l'URSSAF ;
- Une liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'[article L. 5221-2 du Code de travail](#).

La transmission s'effectue via [e.Attestations](#).

### 13.2.

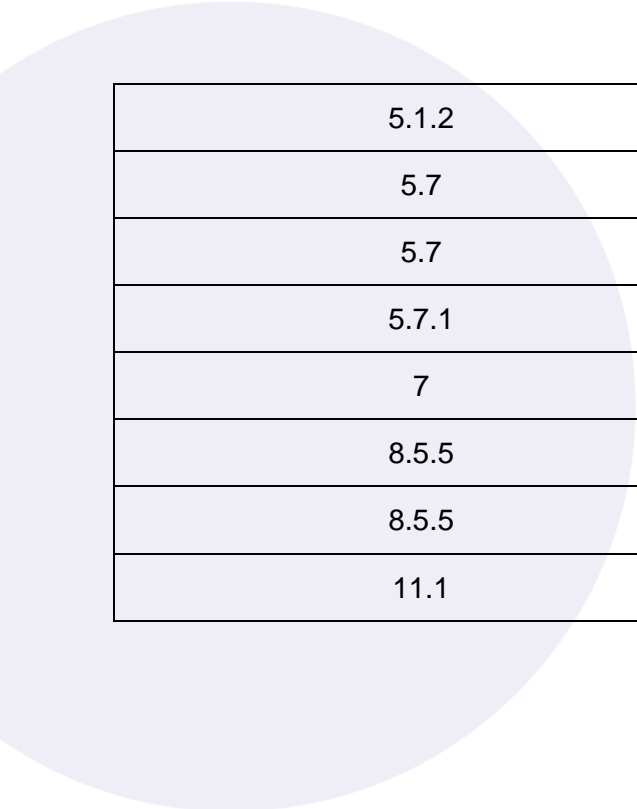
#### Titulaire établi à l'étranger

Conformément à l'[article L. 8222-4 du Code du travail](#), le Titulaire établi à l'étranger transmet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France.

## 14. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le CCAP déroge au [CCAG-FCS](#) aux articles indiqués ci-après.

Articles du CCAP dérogeant au <a href="#">CCAG-FCS</a>	Articles du <a href="#">CCAG-FCS</a> auxquels le CCAP déroge
4	4.1
4	4.2.1



5.1.2	13.3.2
5.7	14.1.2
5.7	14.1.3
5.7.1	14.1.1
7	36
8.5.5	4.2.1
8.5.5	4.2.2
11.1	33